

PALIMPSESTES

Par Serigne Saliou DIAGNE
saliou.diagne@lequotidien.sn



L'art de canoniser un chef

Page 3

Le Quotidien

www.lequotidien.sn

■ N° 6606 VENDREDI 07 MARS 2025 ■ 22^e ANNÉE - ISSN : 0851 7045 ■ Prix : 100 F

Marchés financiers internationaux

LES TAUX SE SERRENT AUTOUR DU SÉNÉGAL

● Le crédit du pays a dépassé les 12%



Page 4

INITIATIVE Pour asseoir la démocratie et la paix dans le pays La Société civile choisit ses ambassadeurs



Le Sénégal, qui a connu des crises politiques, tente de trouver des moyens de leur prévention. Le Cosce et 3D ont choisi des ambassadeurs de la paix pour régler ou prévenir d'éventuels conflits politiques.

Par Justin GOMIS

Le Collectif des organisations de la société civile pour les élections (Cosce) et l'Ong 3D s'offrent une nouvelle prolongation de leur vision d'un espace public pacifié. Les deux structures ont procédé, mardi, au lancement officiel de l'Observatoire national de la démocratie, avec les ambassadeurs de la paix. «La mise en place de l'Observatoire national de la démocratie constitue une avancée significative, car il offre un cadre structuré pour suivre, analyser et anticiper les défis liés à la gouvernance démocratique. Quant aux ambassadeurs de la paix, ils incarnent une idée forte : la paix est l'affaire de toutes les institutions, des citoyens et Forces vives de la Nation. Ces ambassadeurs auront la noble mission d'être des sentinelles vigilantes, des médiateurs et des bâtisseurs de ponts dans nos communautés», explique le député Amadou Ba de Pastef, qui représentait le président de l'Assemblée nationale.

«A chaque fois qu'il y aura des tensions, des crises, ces ambassadeurs vont se lever pour aller prêcher la paix, pour trouver des compromis entre les différents protagonistes de ces crises ou de ces tensions afin de faire régner la paix dans ce pays, parce que notre pays a besoin de stabilité pour se développer. Il n'est pas possible de développer un pays dans les conflits, dans les cri-

ses. C'est dans la paix que nous développons le Sénégal», ajoute Pr Babacar Guèye, président du Cosce. Il pense qu'ensemble, main dans la main, on pourra bâtir un Sénégal plus juste, plus démocratique et résolument tourné vers l'avenir. «Vous les avez vus, ce sont tous des personnalités extrêmement crédibles, des personnalités qui ont joué leur partition dans les différents secteurs d'activités auxquels ils appartiennent. Ils sont acteurs, artistes, avocats, activistes de la Société civile, anciens ministres, anciens premiers ministres, communicateurs traditionnels, jeunes», a-t-il dit. D'après lui, «la démocratie n'est pas donnée, elle doit être nourrie et protégée. Elle a besoin d'être évaluée

régulièrement pour voir quels sont les points de faiblesse, quels sont les points de confort, afin d'insister sur les points de faiblesse en vue d'améliorer notre démocratie».

Abondant dans le même sens, Me Mame Adama Guèye, qui a parlé au nom de ces ambassadeurs, s'est réjoui de cette initiative de la Société civile. «La paix ne va pas de soi. La démocratie n'est pas un acquis définitif. Nous devons avoir l'humilité de travailler de manière proactive. On a souvent attendu que les conflits éclatent et se déclarent pour réagir. Il est heureux qu'à cette occasion, la mise en place des ambassadeurs de la paix soit une initiative pour assurer une action proactive et participati-

YOFF Assane Fall, Proviseur du Lycée Ousmane Sembène «Le cadre de vie-environnement scolaire, c'est un intrant pédagogique de premier plan»

Un cadre scolaire sain participe à la performance scolaire des élèves. C'est l'avis de Assane Fall, Proviseur du Lycée Ousmane Sembène de Yoff. L'établissement jouit d'un espace vert acquis grâce à son partenaire Askia Assurances.

Par Amadou MBODJI

L'élève et l'école ont besoin d'être humanisés. Car les connaissances prodiguées à l'école, combinées à une bonne éducation reçue des parents, feraient de l'élève un citoyen modèle. Mais faudrait-il au préalable que les conditions pour y parvenir soient réunies, notamment un cadre scolaire sain qui pourrait favoriser ses perfor-

mances scolaires. Assane Fall, Proviseur du Lycée Ousmane Sembène de Yoff, exprime sa position sur la question : «Ce qui est communément appelé cadre de vie-environnement scolaire, c'est un intrant pédagogique de premier plan. Il faut que l'élève se sente bien à l'école pour pouvoir bien apprendre. Il faut également que les personnels se sentent bien pour pouvoir bien faire leur travail.»

Le Proviseur Assane Fall s'est réjoui hier de la réception de l'espace vert aménagé au sein du lycée qu'il dirige, offert par le Groupe Askia Assurances dans le cadre de son engagement pour le développement durable et sa Responsabilité sociale (Rse). Etabli en plein cœur de Yoff en 2022 grâce au maire sortant Abdoulaye Diouf Sarr et ayant reçu un coup de lifting des nouvelles autorités,

le lycée voit son cadre de vie davantage amélioré à travers cet espace vert.

«C'est un motif d'encouragement et de satisfaction. Les élèves également vont se mobiliser et nous-mêmes, en tant qu'administration, allons continuer à améliorer le cadre pour qu'il soit attractif, accueillant, propre. On l'a toujours dit, l'école est une famille. Au-delà de la famille naturelle, il y a l'école, cet espace que nous partageons, où nous passons beaucoup de temps ensemble, professeurs, élèves, administration», renchérit le Proviseur du Lycée Ousmane Sembène de Yoff. Est-ce que l'école peut se substituer à la famille ? «Je ne dirais pas cela, parce que la famille biologique, c'est la famille naturelle. C'est le premier espace que connaît l'élève. Mais il faut dire que l'école est un espace où l'élève

passé le plus clair de son temps, avec des adultes, des responsables compétents, généreux dans la transmission du savoir et des valeurs. Je crois que si les élèves parviennent à avoir cette appréciation-là de leur école, de leur espace, ils en tireront beaucoup profit. Ils réussiront brillamment dans le cadre des études, mais également ils seront des citoyens modèles. L'école publique, l'école de manière générale, a cette mission-là à jouer», déclare M. Fall.

Les responsables du Groupe Askia Assurances ont rehaussé de leur présence la cérémonie de réception de l'espace vert du Lycée Ousmane Sembène et le Proviseur leur a témoigné sa gratitude pour l'investissement au profit du lycée, tout en saluant l'esprit communautaire qui prévaut à Yoff.

ambodji@lequotidien.sn



Par Sucré-Salé

Pris dans les taux !

Pays pris dans les taux ou dans l'étau ? En tout cas, il faudra payer fort pour lever des fonds sur les marchés financiers avec un taux de crédit fixé à 12%. C'est le coût à payer pour continuer à financer l'économie nationale en berne depuis plusieurs mois. On avait entendu les réactions outrées après l'Eurobond levé à 7%, mais il faudra passer par cet effort pour commencer à reconstruire à partir du «3^{ème} sous-sol» d'un pays en ruines. Pour le tandem et le Mfb, sorti du même univers énarque, c'est l'heure de l'ingénierie financière pour relancer le pays et illuminer le visage des Sénégalais après 11 mois à la tête de l'Etat.

ve», a-t-il dit.

Cependant, il indexe les politiques comme responsables des crises dans le pays. «En général, quand la Société civile bouge, c'est parce que les politiques se chamaillent. Les conflits naissent des rivalités politiques. Il est temps que notre pays relève que la politique et le combat politique ne peuvent être une fatalité. La politique est importante, mais nos politiques doivent se rendre compte qu'ils constituent une minorité dans le pays. Même s'ils ont la responsabilité de diriger le pays, il faut qu'ils aient conscience qu'ils sont minoritaires dans ce pays. C'est pour cela qu'il est extrêmement important que cette initiative arrive de manière proactive pour rappeler à chaque partie, à chaque fois que c'est nécessaire, qu'un pays ne gouverne que par sa majorité. Et dans ce cadre, la mise en place de l'Observatoire de la démocratie est aussi essentielle», a-t-il fait savoir.

Aujourd'hui, l'objectif de cette initiative est de replacer le citoyen au centre des intérêts.

«Au nom des ambassadeurs de la paix, nous ne ménagerons aucun effort pour développer une culture de paix. L'essentiel de la mission sera de cultiver ce plaidoyer. Et ce plaidoyer doit cibler essentiellement les citoyens, parce que si chez chaque citoyen git une culture de paix, il sera difficile de perturber la paix sociale. Les acteurs doivent être sensibilisés. Et notre principal travail consistera à développer un plaidoyer en direction des citoyens pour développer une culture durable de paix avec laquelle nous pourrions espérer conserver ce patrimoine capital pour le Sénégal», ajoute Me Guèye. Il enchaîne : «Le patrimoine capital du Sénégal, c'est la paix. La paix est rentable. C'est dans l'intérêt de tout le monde. Chaque citoyen doit être conscient qu'en développant une culture de paix, il défend le Sénégal. C'est par la culture de paix que nous allons développer une culture commune du vivre-ensemble, sans laquelle rien n'est possible.»

justin@lequotidien.sn

PALIMPSESTES

Par Serigne Saliou DIAGNE - saliou.diagne@lequotidien.sn

L'art de «canoniser» un chef

«Ousmane Sonko ne sera plus jamais la cible des insulteurs. A bon entendeur !» Cette publication du ministre du Travail, de l'emploi et des relations avec les institutions, M. Abass Fall, a l'air plus de celle d'un vulgaire troubadour dans une clique de pègre qui voudrait crier à tout le monde que nul n'a le droit de s'en prendre à son chef. Entre la légèreté du propos pour une autorité à une station aussi importante de l'appareil gouvernemental et le brin de menace zélée qu'on peut déceler entre les lignes pour vouloir faire taire tout contradicteur ou tout esprit qui oserait s'opposer, on ne sait pas où donner de la tête. On peut être déçu, outré et choqué par un tel propos, mais il faudrait plutôt s'intéresser à toute la dynamique qui l'entoure. Concernant le ministre du Travail, il doit avoir fort à faire avec les nombreux licenciements dans la Fonction publique, la précarité des emplois dans le privé et la fragilisation du marché du travail plutôt que de se faire un législateur de bouclier de sainteté. Cette dynamique de canonisation du Premier ministre est à déconstruire en trois temps. Le premier temps est celui d'une réaction à la suite des propos du Premier ministre *himself*, Ousmane Sonko, qui clamait sans gêne devant les responsables du Patronat sénégalais et les grandes organisations syndicales du pays que «*les pays qui ont décollé ces dernières années, c'est là où les libertés ont été réduites. Je ne vais pas citer de noms, mais allez dans des pays asiatiques, arabes ou ailleurs, les libertés ont été réduites, pour ne pas ne pas dire complètement annulées. Que ce soit les libertés politiques, syndicales, d'association. Ce qui a laissé une marge pour que les autorités puissent dérouler.*» Un Premier ministre faisant planer un nuage d'une annihilation de libertés ou de la suspension de certains droits démocratiques, pour mettre de l'autre côté de la balance l'impératif du développement, a de quoi alerter. Qu'est-ce qu'il peut bien entendre par réduction de libertés est-on amené à nous demander ? Si l'on se réfère à ce que l'on voit sur la première année d'exercice du pouvoir de sa coalition, réduire les libertés est tout simplement refuser à tout opposant ce qu'il s'est allégrement permis avec sa meute de faire plus d'une décennie. La liste est longue : des menaces aux magistrats, insultes aux autorités, appels à l'insurrection, terrorisme intellectuel et violence verbale, les attaques indécentes contre les Forces de défense... Tous les abus ont pu être commis par l'opposant Ousmane Sonko et ses affidés pour croiser le fer avec le pouvoir de Macky Sall. Ce dernier finira dans son séjour au Palais de l'Avenue Senghor comme un grand frère sage et incompris, qui vient de se révéler à des jeunes (comprendre la paire Diomaye-Sonko) qui n'ont agi que par fougue de vouloir libérer leur peuple. Si avec toutes les voix contraires qui s'élèvent à chacune de ses sorties, le Premier ministre pense que la mise au pas de tous s'impose, il faudrait plutôt lui dire que le Sénégal reste une terre libre. C'est de cette liberté et du climat démocratique dont il a pu bénéficier pour se faire une place et un nom que d'autres qui s'opposeront à lui bénéficieront et lui feront face. Vouloir

condamner toutes ces voix au silence par une répression sans limite et un matraquage tous azimuts ne servirait pas à grand-chose.

Le deuxième temps du propos du ministre Abass Fall a tous les contours d'une canonisation d'un chef et une Opa sur les libertés démocratiques. Déjà dans ses années d'opposant, le Premier ministre était affectueusement appelé par ses ouailles «*mou sell mi*» (le saint en langue wolof). Maintenant, l'heure est venue pour une certaine aile de l'Etat Pastef d'imposer la sainteté de leur leader à tous. Le culte du chef ou du saint à l'échelon universel sera la prochaine étape avant que, dans quelques années, une journée de notre calendrier célèbre la sainteté de notre héros providentiel. Pas d'objections, pas de critiques, pas d'attaques et d'insultes (encore que les insultes ne viennent que de leurs rangs), tout ce que dira le leader providentiel devra être accompagné d'applaudissements, de laudation et de vivats, à défaut de se taire tout simplement. On dit bien que la démocratie meurt souvent sous les concerts d'applaudissements, cela a été vrai dans la cour de Néron et d'autres souverains. Il sera donc très intéressant de voir par quelle formule l'Etat Pastef comptera faire obtempérer tout le monde et imposait la canonisation de Ousmane Sonko. Est-ce qu'un projet de loi sera soumis au Parlement pour enfin graver dans le marbre que le Premier ministre qui exerce des responsabilités similaires ou comparables à celle du président de la République, aura également besoin du bouclier de sainteté qu'est l'article 80 de notre Code pénal, entre autres articles archaïques et liberticides ? L'offense au chef du gouvernement risque d'avoir la même valeur que l'offense au chef de l'Etat, bienvenue au pays du bicéphalisme triomphant.

Le troisième temps de cette logique qui veut policer le débat public et couvrir les autorités d'un voile pudique, empêchant toute critique et contestation, est à voir dans la réaction de l'opinion publique, de la Société civile et des médias. Dans une forme de passivité, le modèle démocratique sénégalais voit une restriction progressive des libertés. Les arrestations pour délits d'opinion ne se comptent plus depuis quelques mois, les autorisations pour des marches pacifiques sont systématiquement refusées. Aux heures les plus sombres de ce pays, il a rarement été constaté un pouvoir aussi rigide sur des principes démocratiques qui ne se négocient pas. C'est le moment idéal pour tous les chantres de la démocratie et tous les parangons de justice sociale d'inonder les colonnes de journaux, les ondes de radios et les plateaux télévisés pour monter au créneau et préserver la démocratie. C'est également la meilleure lucarne pour tous nos universitaires engagés, de pondre des tribunes et des pamphlets pour que la démocratie puisse vivre. Toute autre posture ne serait qu'une abdication devant un ogre étatique qui ne cessera de rogner sur les libertés. Un chèque en blanc est donné pour nous priver de libertés, Abass Fall n'est qu'un éclaircur. A chacun de prendre ses responsabilités.

Dégradation de la note du pays

Le taux du crédit du Sénégal dépasse les 12%

La suite logique de la dégradation de la note souveraine du pays est l'augmentation du taux de crédit. Les bourses d'Angleterre et d'Allemagne ont donné le ton hier.

Par M. G.

Les déclarations du chef du gouvernement et de certains de ses collaborateurs n'ont pas encore fini de faire des effets. Depuis ce funeste 26 septembre 2024 où le Premier ministre nous avait déclaré que le pays se trouvait au 36^{ème} dessous, les choses ont commencé à dérailler à tous les niveaux.

Les Sénégalais avaient un moment pensé que la Cour des comptes, qui devait certifier les déclarations du Premier ministre, n'allait pas infirmer ses rapports antérieurs et allait remettre de l'ordre dans la maison Sénégal. Or, le rapport qu'il a sorti en février, tout en appuyant les propos du Premier ministre, a achevé de mettre le dernier clou sur le cercueil de l'économie de ce pays dont les actuels dirigeants disent qu'il était déjà au fond du trou.

Pas étonnant donc que les agences de notation les plus connues dans le monde lui aient donné la pire des notes qui puisse être. Le paradoxe est que durant les douze années de pouvoir de Macky Sall, que l'on cherche à nous convaincre qu'il a été calamiteux pour le pays, la note souveraine du Sénégal n'a jamais

été négative. Ni Moody's ni Standard & Poor's n'ont jamais pensé à dégrader la note souveraine du pays. Il n'y a qu'en 2022, au pire moment des effets économiques du Covid-19, que la note de Moody's a été un peu affectée, avant de revenir à la normale l'année suivante.

Or, maintenant, les bonnes nouvelles au plan économique deviennent rares. Hier, le taux de crédit du Sénégal a dévié sur les marchés financiers en Allemagne et en Angleterre. Il a clôturé hier à 12.65% à Hambourg, contre 12.57% à Francfort. *Le Quotidien* n'a pu avoir hier des chiffres de Paris, néanmoins, rien n'indique que la place financière de la capitale française ne va pas s'aligner sur les autres places européennes. Jamais, depuis la première alternance politique, le Sénégal n'a vu son taux de crédit atteindre ce niveau.

En clair, si aujourd'hui le pays voulait lever des fonds sur les marchés financiers, il ne pourrait pas s'endetter à un taux moindre. Alors que le taux de l'Eurobond levé par le duo Diba-Sarr en fin de l'année dernière, de 7.75% pour une maturité de 7 ans, avait été jugé excessif, d'autant plus que jamais le gouvernement de Macky Sall n'avait levé des fonds à ce taux, les observateurs estiment qu'il serait impossible pour le pays d'obtenir un taux «aussi favorable». Cela dit, sans ironie.

Au moment où le front social est en surchauffe, le gouvernement pourrait difficilement

trouver de l'aide sur le marché financier sans accord de coopération avec le Fonds monétaire international. Les économistes dans les cercles du pouvoir ont toujours considéré les institutions de Bretton Woods comme l'incarnation du Diable. Malheureusement, dans la situation dans laquelle leurs politiques plongent le pays, il y a lieu de craindre que leur ange soit plus maléfique que le diable des Occidentaux.



Surtout qu'ils voudraient l'utiliser sans se détacher du système financier et économique international dominé par ledit diable.

mgueye@lesquotidien.sn

SÉDHIU Pour faciliter l'accès des femmes aux opportunités économiques

La Direction régionale de la famille tente de trouver la bonne stratégie



C'est connu : l'accès des femmes aux opportunités économiques est souvent rendu difficile par plusieurs contingences. La Direction régionale de la famille de Sédhiou essaie de trouver la bonne stratégie pour les autonomiser.

Par Sedyou Tamba CISSE

A Sédhiou, la Direction régionale de la famille, après avoir lancé ses activités à travers le «Set-Setal», a organisé un Forum régional de l'entrepreneuriat féminin et réseautage, intitulé «Opportunités et diffusion de bonnes pratiques», à la salle de réunion de la mairie de Sédhiou. Au-delà de ce forum, plusieurs activités, comme la formation des femmes détenues, les Concertations régionales sur la place de la femme, ont été menées dans la région de Sédhiou.

Sokhna Amy Ka, Directrice régionale de la famille de Sédhiou, soutient que ce forum vise à faciliter l'autonomisation des femmes qui ne manquent pas forcément d'opportunités. «L'objectif principal de l'organisation de ce forum vient d'un constat : dans la région de Sédhiou, nous bénéficions d'énormément d'interventions dans le cadre de l'accompagnement de la Direction de la famille de manière générale, mais surtout dans le cadre de l'autonomisation de la femme. Et le constat a également montré que les femmes ne sont même pas au courant de ces interventions, et nous, en tant que service technique, avons voulu créer un cadre d'échanges entre les organisations faitières et ces projets et programmes qui interviennent dans le cadre de l'autonomisation. Nous avons donné la parole aux responsables de projets pour qu'ils expliquent aux femmes quelles sont leurs offres de services, mais également les différentes opportunités qui existent dans la région

dont les femmes pourront bénéficier.» «Au-delà de ce forum, les femmes détenues de la région de Sédhiou ont bénéficié de deux journées de formation dans la saponification, la javellisation et sur les droits de la femme afin de faciliter leur réinsertion sociale et économique», conclut la Directrice régionale de la famille de Sédhiou.

Par ailleurs, le Comité régional des Concertations régionales sur la place de la femme dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement, présidé par le Gouverneur de Sédhiou, Diadia Dia, le 5 mars, a montré que plusieurs difficultés, comme l'accès aux facteurs de production (la terre, l'eau, les intrants agricoles), le manque d'infrastructures sociales de base, bloquent l'autonomisation des femmes, mais l'autorité a rassuré. Le Gouverneur a profité de cette occasion pour annoncer la réalisation d'une superficie de 50 hectares aménagés par la Der/Fj dans les trois départements de la région.

seydou.cisse@lequotidien.sn

Mise en place d'un pacte de stabilité sociale

Le ministère du Travail, les syndicats et le patronat adoptent un calendrier de négociations

Le ministre du Travail, de l'emploi et des relations avec les institutions, Abass Fall, la Coalition des centrales syndicales du Sénégal (Ccss) et le patronat ont arrêté, jeudi, un calendrier de négociations afin d'arriver à la stabilisation du front social, a-t-on appris de source officielle. M. Fall a présidé, au siège de son département, une rencontre avec la Coalition des centrales syndicales du Sénégal (Ccss) et le patronat. «Cette rencontre, qui s'inscrit dans le sillage de celle du 27 février 2025 au Grand Théâtre de Dakar, entend poser les jalons pour échanger sur les revendications syndicales devant déboucher sur la signature d'un nouveau pacte social», lit-on dans un commu-

niqué transmis à l'Aps.

Le 27 février dernier, une rencontre tripartite s'est tenue à Dakar entre le gouvernement, le patronat et les syndicats des travailleurs pour échanger les problèmes du monde du travail et y apporter des solutions. D'après le communiqué du ministère du Travail, lors de la réunion de ce jeudi avec la Ccss et le patronat, tous les acteurs concernés, à l'unisson, ont plaidé pour l'établissement de relations de confiance, par un respect des accords qui seront signés. «Cette rencontre, qui ouvre une nouvelle ère pour tous», permettra de «s'entendre et de respecter les engagements pour arriver à trouver des solutions au bénéfice de tous», souligne le texte.

DÉMARCHE Contrat d'achat d'armement de 45 milliards**Le député Babacar Ndiaye réclame une commission d'enquête parlementaire**

Le député du parti Pastef, Babacar Ndiaye, souhaite que soit élucidé le marché d'armement d'un montant de 45 milliards de francs Cfa signé sous l'ancien régime. C'est ainsi qu'il a introduit une demande auprès du président de l'Assemblée nationale pour la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire afin de concrétiser ce vœu.

Par Amadou MBODJI

La création d'une commission d'enquête parlementaire sur le marché d'armement controversé d'un montant de 45 milliards de francs Cfa, c'est ce que souhaite voir se concrétiser le député Babacar Ndiaye, membre du Groupe parlementaire Pastef/Les Patriotes. Ce dernier a d'ailleurs déposé, le 3 mars 2025, une résolution au niveau de la présidence de l'Assemblée nationale dans ce sens.

Le parlementaire «patriote» se pose la question sur la pertinence d'une telle acquisition pour un ministère chargé de la protection de l'Environnement, notamment avec l'arsenal prévu, «fusils d'assaut, munitions, véhicules blindés, drones», qui semble démesuré par rapport aux besoins des agents des Eaux et forêts, indique-t-on.

A cela s'ajoute la polémique suscitée à propos du fournisseur choisi, «Petit Boubé», décrit comme «un homme d'affaires au passé trouble, visé par des mandats

d'arrêt internationaux». Le fait qu'«aucun équipement n'a été livré, malgré l'énormité de la somme», constitue un autre point troublant pour le député membre du Groupe parlementaire Pastef. Babacar Ndiaye remet en cause «la transparence du processus et pointe un éventuel détournement».

Mieux, le député Babacar Ndiaye estime que «seul le ministère des Forces armées était habilité à gérer un tel achat», qui aurait pu relever du «Secret Défense».

Ainsi, le député Ndiaye demande des explications et appelle l'Assemblée nationale à faire toute la lumière sur cette affaire pour élucider, dit-il, «ces zones d'ombre».

Le marché d'armement controversé d'un montant de 45 milliards de francs Cfa a été signé en 2022 entre le ministère de l'Environnement et le marchand d'armes nigérien Aboubakar Hima, alias «Petit Boubé». Cette affaire a refait surface lors de la passe d'armes entre le Premier ministre Ousmane Sonko et le



député «Takku Wallu Senegaal» Abdou Karim Sall, qui était à cette époque le ministre de l'Environnement.

Le 21 février dernier, lors de son passage à l'Assemblée nationale, le chef du gouvernement, Ousmane Sonko, avait réagi à une interpellation du

député Abdou Karim Sall critiquant le régime pour «son manque de solutions» aux préoccupations des Sénégalais.

Une intervention de l'ex-ministre sous l'ancien régime que le Premier ministre avait mal prise. D'ailleurs, Ousmane Sonko n'avait pas manqué de

lui faire une remarque acerbe. «C'est votre immunité parlementaire qui vous retient ici», avait dit le Premier ministre Ousmane Sonko, en guise de réplique au député Abdou Karim Sall.

ambodji@lequotidien.sn

Anniversaire de la loi d'amnistie des manifestations de 2021 à 2024

Amnesty International demande son abrogation

Par Dieynaba KANE

Amnesty International a profité du premier anniversaire du vote de la loi d'amnistie couvrant les actes ayant découlé des manifestations de 2021 à 2024 pour appeler les autorités sénégalaises à l'abroger. Selon les membres de cette organisation, justice doit être rendue. Il faut rappeler que ladite loi couvre tous les actes susceptibles d'être qualifiés de crimes ou délits relatifs à des «manifestations ou événements à motivation politique», qui ont eu lieu entre le 1^{er} février 2021 et le 25 février 2024. Durant cette période de manifestations déclenchées par l'arrestation de Ousmane Sonko, à l'époque dirigeant du parti Pastef dans l'opposition, les Forces de sécurité sont accusées d'avoir régulièrement fait un usage excessif et meurtrier de la force contre les manifestants. Il est fait état d'au moins 65 personnes tuées dont la majorité par arme à feu, et au moins 1000 autres blessées. Et environ 2000 personnes ont été arrêtées durant

cette période.

Marceau Sivieude, Directeur régional par intérim d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, a déclaré que «la justice, la vérité et la réparation exigent que les Forces de sécurité présumées responsables d'un usage excessif et illégal de la force lors des manifestations soient poursuivies». Selon lui, «la loi d'amnistie constitue un obstacle que les autorités sénégalaises actuelles doivent lever, comme elles s'y sont engagées».

Abondant dans le même sens, Seydi Gassama, Directeur exécutif d'Amnesty International Sénégal, soutient que «l'aide financière versée en 2024 à certaines des victimes de détention et annoncée en 2025 aux familles de personnes tuées lors des manifestations est un premier pas».

Cependant, avertit-il, «elle ne répond pas à leur besoin de justice, ni ne constitue une garantie que de tels événements ne se reproduisent lors des manifestations».

dkane@lequotidien.sn

giz

AVIS D'APPEL D'OFFRE PUBLIC N°91186063

Le bureau régional de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH à Dakar lance un appel d'offres public pour :

● « Fourniture de mobilier de bureau »

La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à toutes les entreprises répondant aux qualifications requises.

Les candidat(e)s intéressé(e)s peuvent obtenir le dossier d'appel d'offres sur demande et par voie électronique à l'adresse sn_quotation@giz.de à partir du **lundi 10 mars 2025**.

Les offres devront être remises à l'adresse électronique mentionnée ci-dessus au plus tard **le lundi 31 mars 2025 à 23H59**. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Pour toutes questions, veuillez-vous adresser au Bureau de la GIZ par voie électronique à l'adresse électronique suivante : sn_quotation@giz.de

LE BUREAU REGIONAL DE LA GIZ A DAKAR

109, Rue Carnot x Mass Diokhané Dakar

B.P. 3869 - Dakar, Sénégal

www.giz.de

BAL 2025 Joe Lopez, président-fondateur de Kriol Star

«Mobiliser toute la communauté cap-verdienne»

L'info a failli nous échapper. L'une des légendes du basket sénégalais et africain, **Joseph Lopez**, est le président de Kriol Star du Cap-Vert qui va découvrir la Bal cette année et qui loge dans le même groupe que l'Asc Ville Dakar. Du coup, celui qui est en même temps le fondateur du club s'active à mobiliser toute la communauté capverdienne pour le rendez-vous du Dakar Arena.

Par **Woury DIALLO**

Elle a été l'équipe surprise de la Road to Bal, à Nairobi, au Kenya. Elle entend surfer sur cette dynamique lors de la Conférence Sahara, à Dakar. En effet, l'équipe capverdienne de Kriol Star va découvrir la phase finale de la Basketball Africa League (Bal). Elle évoluera dans la Conférence Sahara, en compagnie de l'As Ville de Dakar (Sénégal), du champion en titre, Petro Luanda (Angola), et du champion 2022, l'Us Monastir (Tunisie). Un groupe très relevé qui ne semble pas troubler la quiétude du président-fondateur du club, l'ancien international sénégalais, d'origine capverdienne, Joseph Lopez.

«On sera la grande surprise de la Bal à Dakar»

«Après l'épisode de Nairobi où tout le monde croyait qu'on n'allait pas se qualifier, on l'a

fait avec les moyens du bord. C'est du lourd qui nous attend, mais nous avons un bon effectif pour avoir recruté de bons joueurs. On n'a pas voulu en parler parce qu'on ne voulait pas dévoiler nos secrets, mais on sera compétitifs», soutient l'une des légendes du basket sénégalais. Qui lance un défi. «A Dakar, si les gens pensent que c'est acquis, ça ne sera pas aussi simple. On sera la grande surprise de la Bal», a promis le président de Kriol Star.

Fondée l'année dernière, l'équipe coachée par le Portugais, Hugo Miguel Da Silva Salgado, entend créer le même exploit que pendant les éliminatoires. Même si le président du club reconnaît que la tâche ne sera pas facile.

Deux Américains, un Angolais, un jeune Sénégalais...

Pour atteindre l'objectif de se qualifier pour le «Final 8», en Afrique du Sud, les dirigeants

du club n'ont pas lésiné sur les moyens. «On a recruté de bons joueurs. Nous avons retenu le Rwandais, Dieudonne Ndayisaba Ndzizeye, qui a pris part à la Road to Bal. Par contre, le Marocain Ali Lahrichi ne sera pas avec nous. Il y a certains internationaux capverdiens. Il y a deux joueurs qui évoluent en première division en Grèce. L'un est d'origine sierra-léonaise, mais il a grandi aux Etats-Unis, et un autre Américain. On a aussi un Angolais», a confié M. Lopez.

Côté sénégalais, M. Lopez informe que «le staff cible le jeune Boubacar Diatta, fils de l'ancienne Lionne, Astou Ndiaye. On a aussi un Nigérian de la Nba Academy».

Dans le cadre de la préparation, il est prévu des matchs amicaux contre des clubs de D1 sénégalais, à l'image de la Jeanne d'Arc, du Duc ou encore de l'As Douanes, informe-t-il.

Les responsables du club espèrent pouvoir compter sur la forte communauté capverdienne établie à Dakar. «J'ai eu

une réunion avec les responsables de la communauté capverdienne établie en ville pour voir comment accompagner l'équipe. Et rassurez-vous, il y aura de l'ambiance à Dakar Arena (rire)», a promis M. Lopez, par ailleurs président de la Ligue capverdienne de basket.

L'As Ville de Dakar accueille la Conférence Sahara à Dakar Arena, du 26 avril au 4 mai 2025. La présente saison de la Bal débute avec la Conférence Kalahari, prévue du 5 au 13 avril 2025 à Rabat, au Maroc.

wdiallo@lequotidien.sn



Journée du 8 mars

Cécile Faye milite pour plus de responsabilités des femmes dans le sport



Les femmes dont les capacités à «se mouvoir dans tous les milieux» fait «des merveilles», doivent bénéficier de plus de responsabilités dans le sport et les autres secteurs, a plaidé la présidente de la Fédération sénégalaise d'escrime (Fse), Cécile Faye. «Donnez aux femmes des responsabilités, elles vont faire des merveilles. La femme sait se mouvoir dans tous les milieux», a-t-elle dit dans un entretien avec l'Aps.

Cécile Faye, inspectrice des sports à la retraite et membre du Comité national olympique et sportif sénégalais (Cnoss), a été élue présidente de la Fédération sénégalaise d'escrime le 20 décembre 2024. Elle assure actuellement les fonctions de directrice de la Planification et de l'organisation au sein du Comité d'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (Joj) Dakar 2026.

Pour Cécile Faye, «les femmes sont multitâches et ont la capacité de gérer plusieurs choses en même temps». «Si on [leur] donne plus de responsabilités [...], je sais que le monde sera meilleur», dit-elle.

La dirigeante sportive estime que les femmes doivent avoir leur place dans le milieu sportif et ailleurs.

Evoquant son cas personnel, l'inspectrice des sports a indiqué qu'elle cherche toujours à atteindre ses objectifs dans tout ce qu'elle fait. «C'est vrai que dans le milieu du sport, ce n'est pas très facile pour une femme de se mouvoir, à plus forte raison d'être à la tête d'une direction, d'une Fédération. Mais mon passé et mon expérience m'aident à gérer tout cela», a fait savoir une des rares femmes à la tête d'une instance nationale sportive.

«Il y a des frustrations dans tous les métiers, que ça soit dans le milieu du sport ou ailleurs. L'objectif, quand je [me suis engagée], c'est que quels que soit les obstacles, je regarde devant. Mon objectif est là-bas, je fais fi de tout ce qui peut m'empêcher d'y arriver», a souligné Cécile Faye.

«Rarement, j'ai senti l'hostilité des hommes, mais il y a toujours des exceptions», a ajouté la présidente de la Fédération sénégalaise d'escrime, faisant part de sa conviction selon laquelle dans un milieu constitué en majorité d'hommes, «certains ne laisseront jamais une femme à la tête d'une structure sportive».

Aps

Retrait de sponsors

Djibril Wade : «La Ligue Pro travaille difficilement depuis deux ans»

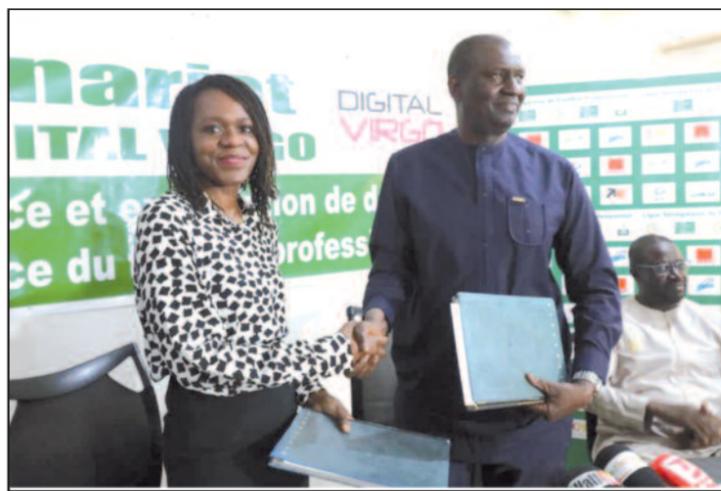
La Ligue sénégalaise de football professionnel (Ligue Pro) «travaille difficilement» depuis le retrait, il y a deux ans, de certains de ses sponsors, a indiqué, jeudi, son président, Djibril Wade.

«Depuis deux ans, la Ligue Pro est en train de travailler difficilement», a-t-il dit lors de la signature d'un partenariat avec Digital Virgo, un des spécialistes mondiaux du paiement mobile.

L'instance a signé avec Digital Virgo, un contrat d'un an renouvelable, une «licence d'exploitation de droits» pour un montant de plus de 13 millions de francs Cfa (20 000 euros).

«Nous avons perdu certains de nos sponsors. La Lonase n'a pas encore signé avec la Ligue Pro cette année. L'année dernière aussi, elle n'avait pas signé. Il ne nous reste qu'un seul grand sponsor, Orange. Jusqu'à présent, nous n'avons pas encaissé un sou cette année-ci», a déclaré Djibril Wade. Il a félicité les présidents de club d'«avoir accepté la digitalisation du football sénégalais».

«Les droits de télévision fai-



saient défaut à la Ligue sénégalaise de football professionnel, comme au football sénégalais. Nous avons des contrats avec des chaînes de télévision sénégalaises, mais elles ne nous payaient pas. Au contraire, c'est nous qui payions. C'était difficile», a-t-il rappelé.

Selon lui, avec la signature de ce contrat de digitalisation et la Coupe de la Ligue sponsorisée par la marque de boisson énergisante Carabao, le «ciel est en train un peu de s'éclaircir» pour la Ligue Pro.

S'exprimant lors de la signatu-

re du partenariat avec Digital Virgo, Algaphe Diagne, responsable du projet de digitalisation de la Ligue Pro, précise qu'il s'agit d'«un partenariat innovant» sur la monétisation des matchs.

«C'est une étape importante pour le développement du football et le développement des contenus, qui nous positionne véritablement vers l'ère digitale. C'est un partenariat qui vise à accélérer notre transformation digitale et l'innovation sportive», a-t-il expliqué.

Avec Aps

FORFAITS Après Jakobs, Nico Jackson, Iliman Ndiaye Habib Diarra allonge la liste

Ce qu'on redoutait s'est finalement produit. Suite à sa blessure à la cheville en championnat dimanche dernier, Habib Diarra va s'éloigner des pelouses pour quelques semaines. Du coup, le milieu des Lions s'ajoute à la liste des forfaits pour les deux journées des éliminatoires du Mondial 2026, ce mois de mars.

Par Hyacinthe DIANDY

Strasbourg a perdu Habib Diarra pour plusieurs semaines, informe *L'Equipe*. Dimanche dernier à Auxerre, le milieu et capitaine du Racing était sorti en première période, à la suite d'une frappe sur laquelle il s'était blessé tout seul. L'Irm passée mercredi a confirmé une entorse de la cheville gauche. Il sera donc absent à Nantes et contre Toulouse. Un retour après la trêve internationale est espéré.

C'est un coup dur pour le

Racing, et aussi pour le Sénégal à quelques jours de la suite des éliminatoires du Mondial 2026, avec deux matchs ce mois-ci : contre Soudan le 22 et Togo le 25.

D'ailleurs sous ce registre, le sélectionneur Pape Thiaw a des raisons de s'inquiéter avec la liste des forfaits qui s'allonge suite aux blessures d'autres Lions.

Il y a eu d'abord le cas Ismail Jakobs. Le latéral gauche international, qui traverse une période particulièrement difficile avec Galatasaray avec des blessures répétées, a rechuté fin février

Par la suite il y a eu le forfait de Nicolas Jackson (Chelsea), suivi de l'arrêt en plein envol de Iliman Ndiaye avec Everton. D'ailleurs, ce dernier, blessé au genou, espère un retour rapide. Mais l'incertitude plane toujours sur son protocole de récupération. Le Dr Rajpal Brar, spécialiste en physiothérapie et en sciences du sport, ayant exprimé ses préoccupations quant aux conséquences possibles d'une reprise anticipée.

Pape Thiaw sauvé

par la profondeur de son banc

Dans une déclaration à un média proche d'Everton, le Dr Brar s'est interrogé sur la nature des injections reçues par l'attaquant des *Toffees*, évoquées par son entraîneur David Moyes. Selon le spécialiste, un simple traitement antidouleur pourrait masquer la gravité réelle de la blessure.

Un retour plus rapide que prévu a été évoqué mardi par le «Liverpool Echo», qui parle de progrès encourageants dans la rééducation de Ndiaye. On croise les doigts.

Mais ce qui est sûr, Pape Thiaw ne pourra pas compter sur ces quatre éléments importants de son groupe. Il devra donc se résigner à faire sans eux.

INGERENCE Affaire Rigobert Song

La Fifa menace la Centrafrique !

Suite à la nomination de Rigobert Song comme sélectionneur national, décidée unilatéralement par le ministre des Sports, la Fédération centrafricaine de football a informé la Fifa, qui a immédiatement répondu en avertissant que toute ingérence pourrait entraîner une suspension.

Réinvesti sélectionneur de la Centrafrique en début de semaine, avec son contrat signé cette fois à la clé, Rigobert Song ne bénéficie toujours pas de la reconnaissance de la Fédération centrafricaine de football (Fcf). Son tort ? Celui d'incarner le choix unilatéral du ministère des Sports.

Le technicien local, Eloge Enza-Yamissi, étant le choix de la Fcf, on ne sait pas lequel des deux entraîneurs coachera les *Fauves* du Bas-Oubangui les 19 et 24 mars prochains face à



Mais en revisitant les différents profils qui composent son effectif, le sélectionneur ne devrait pas être trop impacté du moment où plusieurs postes sont doublés.

On pense au jeune El Hadji Malick Diouf qui pourrait suppléer valablement Jakobs au poste de latéral gauche. Dans l'entrejeu, aussi pas de quoi paniquer, avec la grande forme des «Guèye», Gana et Pape.

En attaque aussi, l'absence de Nico Jackson ne devrait pas impacter le jeu offensif des

Lions. Pape Thiaw pouvant s'appuyer sur la régularité en club de Sadio Mané, Boulaye Dia et Ismaïla Sarr. Evidemment, on touche du bois, en priant que la liste des forfaits ne s'allonge à nouveau d'ici là.

Concernant maintenant les binationaux ciblés (Yehvann Douf, Malick Thiaw, Ilay Camara, Assane Diao), leur arrivée dans la *Tanière* serait un vrai coup d'éclat, dans cette «chasse» aux expatriés, pour le successeur de Aliou Cissé.

hdiandy@lequotidien.sn

Classement Fifa Féminin

Grande première pour les Lionnes, qui intègrent le Top 10 africain

Sans gagner de points, l'Equipe nationale féminine du Sénégal a réussi, grâce notamment aux mauvais résultats d'autres nations africaines, à glané deux places sur la zone Afrique du dernier classement Fifa, informe *wiwsport*. Les *Lionnes* intègrent ainsi le Top 10 africain, une grande première dans l'histoire du foot féminin sénégalais. Les *Lionnes* ont gagné une

place au niveau mondial en passant de la 83^e à la 82^e position (le meilleur classement mondial du Sénégal est 81^e, obtenu en août 2023). Et sur la zone Afrique, les partenaires de Ndèye Awa Diakhaté ont quitté, pour de bon, la 11^e place pour aller s'installer à la 9^e position. C'est le meilleur classement de l'histoire de la sélection féminine sénégalaise au niveau continental, dominé

Proposition pour l'édition de 2030

«64 équipes pour célébrer le centenaire de la Coupe du monde»

Si un changement majeur a déjà été mis en place pour le prochain mondial qui se tiendra en 2026 aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, avec 48 équipes contre 32 pour les éditions précédentes, la Fifa pourrait viser encore plus grand pour la Coupe du monde de 2030. La compétition, qui se déroulera dans six pays (le Maroc, l'Espagne, le Portugal, le Paraguay, l'Uruguay et l'Argentine) et sur trois continents (Europe, Afrique et Amérique du Sud), pourrait voir un nombre record d'équipes y participer.

Ce mercredi s'est tenu l'ordre du jour de la séance du Conseil de la Fifa durant laquelle

Ignacio Alonso, un des délégués de l'Uruguay et président de la Fédération uruguayenne de football, a soumis l'idée «de permettre la compétition à 64 équipes pour célébrer le centenaire de la Coupe du monde».

Une idée faite en fin de réunion, dans un créneau dédié aux questions diverses, et qui sera, quoi qu'il arrive, étudiée. La Fifa a le devoir d'examiner toute proposition émanant d'un de ses membres du Conseil.

Selon le *New York Times*, l'assemblée ne répondit que par un silence et le président de la Fifa aurait qualifié la proposition «d'intéressante, à analyser de plus près».

L'Equipe

Arsenal

«Visit Rwanda» en danger !

Le *Daily Mail* révèle qu'Arsenal envisage de ne pas renouveler son contrat actuel de sponsoring de manches avec «Visit Rwanda», qui expire à la fin de la campagne 2024-25. L'équipe de Londres a le même sponsor pour les manches depuis 2018, initialement pour trois saisons. Ils ont ensuite prolongé ce partenariat en 2021 jusqu'en 2025.

À l'époque, un contrat de 10 millions de livres sterling par an représentait une somme

importante. Aujourd'hui, selon le *Daily Mail*, Arsenal pourrait le doubler avec un bon nouveau sponsor. L'équipe de *Premier League* est désormais de nouveau un habitué de la Ligue des Champions.

L'Algérien Amrouche sur le banc du Rwanda

Justement restons au

un instant la Fcf.

Ce mardi, une rencontre a eu lieu entre le président de la Fcf, Célestin Yanindji, et son ministre de tutelle, Héritier Doneng. Toujours d'après «Sport-newsafrika», le patron du football centrafricain n'a pas bougé d'un iota, scellant donc le bras de fer avec le gouvernement.

Ayant prévenu la Fifa de cette situation assez unique qui ressemble un peu au cas du Cameroun, la Fcf a reçu rapidement une réponse de l'instance du football mondial.

Cette dernière explique suivre de très près la situation et rappelle aux autorités centrafricaines que la Fédération reste indépendante. De fait, une ingérence continue dans ses affaires pourrait conduire à une suspension de toutes activités footballistiques à l'image du Congo-Brazzaville.

Reste à savoir quelle sera la réaction du ministre des Sports qui a déjà eu des interventions assez tendues avec d'autres fédérations sportives, ces derniers mois, dont le Comité olympique centrafricain.

Rwanda, pour annoncer l'arrivée la semaine dernière sur le banc des *Amavubi* de l'Algérien Amrouche.

Au chômage depuis plus d'un an, le technicien algérien de 56 ans remonte en selle. Il a signé deux ans de contrat avec une année en option, sera assisté par l'ex-éphémère international, Eric Nshimiyimana, coach du club local de l'As Kigali, et de la Suisse Carolin Braun, nommés premier et deuxième adjoints respectivement.

Agissements récents des premières dames : le paradoxe au sommet

Les tournées de charité financées par des fonds publics, organisées par les premières dames, soulèvent des interrogations sur l'utilisation des ressources publiques. Dans un contexte où le gouvernement annonce une gestion rigoureuse de l'économie et appelle à des sacrifices, il est difficile de justifier la dépense de fonds pour de telles initiatives. Si ces actions sont perçues comme des gestes de solidarité, elles semblent aussi servir à renforcer l'image des premières dames au détriment de l'intérêt général.

A partir de ce moment, il est crucial de se poser un certain nombre de questions : ces fonds sont-ils utilisés de manière efficace et transparente ? Les objectifs de ces tournées sont-ils clairs et bénéfiques pour la population à long terme, ou sont-ils avant tout destinés à des fins politiques et médiatiques ? Si ces distributions de vivres sont considérées comme un moyen d'acheter temporairement le soutien populaire, cela soulève un problème éthique, surtout dans un contexte de crise où les citoyens souffrent de la hausse des prix et de la raréfaction des ressources.

En conséquence, il est impératif de revoir les priorités budgétaires du gouvernement du Premier ministre Ousmane Sonko et de s'assurer que chaque dépense publique serve réellement à améliorer les conditions de vie de nos compatriotes, plutôt que de devenir un outil de communication politique. En effet, s'il n'y prend garde, l'Etat va vers de graves contradictions.

Le gouvernement mis en place par le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a annoncé des mesures d'austérité, expliquant que le pays se trouve dans une situation financière délicate à cause de la gestion de l'ancien Président Macky Sall. Dans ce cadre, il est attendu des autorités qu'elles montrent l'exemple et agissent de manière responsable en termes de gestion des ressources. Or, les tournées des premières dames viennent en contradiction flagrante avec ce discours.

Lorsque le gouvernement demande à la population de se «serrer la ceinture» et de faire preuve de sacrifice, cela implique une gestion rigoureuse des finances publiques. Pourtant, les tournées des premières dames, qui consistent à distribuer des vivres, peuvent sembler comme une forme de distraction coûteuse ou de populisme, plutôt que de réelles solutions aux problèmes structurels du pays. La déconnexion entre les discours et les actions du gouvernement crée un fossé de crédibilité, car la population peut difficilement comprendre pourquoi des fonds publics sont utilisés pour de telles initiatives alors qu'ils devraient être alloués à des

priorités urgentes, comme l'amélioration des infrastructures, la santé ou l'éducation.

Ce phénomène donne l'impression que le gouvernement privilégie l'apparence au lieu de prendre des mesures concrètes et substantielles pour améliorer la situation économique du pays. Ainsi, il est légitime de s'interroger sur la façon dont les Sénégalais apprécient une telle situation.

Le Peuple sénégalais, déjà éprouvé par des difficultés économiques, risque de percevoir ces actions comme une insulte à sa souffrance. Dans un climat de précarité, où de nombreuses familles peinent à joindre les deux bouts, voir des personnalités publiques organiser des tournées coûteuses dans un but de visibilité peut être perçu comme une déconnexion totale avec la réalité des citoyens.

Les premières dames, en distribuant des vivres, ne sont pas vues seulement comme des figures de solidarité, mais aussi comme des représentantes d'une élite qui, bien qu'affichant une image de bienveillance, semble utiliser des fonds publics pour asseoir son pouvoir symbolique. Cela peut nourrir un sentiment de frustration et de méfiance vis-à-vis du gouvernement. En effet, pourquoi ces ressources sont-elles consacrées à des actions symboliques alors que des mesures conjoncturelles sont nécessaires pour relancer l'économie, créer des emplois, arrêter les licenciements et améliorer les services sociaux de base comme l'éducation et la santé ?

Ce fossé entre les discours du gouvernement et les actions visibles sur le terrain peut exacerber la colère des popula-



cerber la colère des populations, qui se sentent déjà trahies par une classe politique perçue comme déconnectée de ses préoccupations quotidiennes, malgré le refrain viral et semblablement galvaudé du «Jub-Jubal-Jubanti». Retenons que pour être crédible, le leadership efficace doit répondre concrètement aux attentes des gouvernés.

Nous attendons de nos dirigeants qu'ils agissent avec responsabilité et transparence, surtout en cette période de crise. Lorsqu'un gouvernement appelle à la rigueur et à l'austérité, cela signifie que chaque acte politique doit être exemplaire et servir un but utile pour la collectivité. Un leadership digne de confiance doit d'abord montrer l'exemple par sa gestion prudente des ressources publiques et par des actions concrètes en

faveur du bien-être de la population. Les actes doivent être en parfaite congruence avec les paroles et intentions préalablement déclarées.

Donc dans ce contexte, les gestes symboliques comme les distributions de nourriture, bien que potentiellement bien intentionnés, risquent de décrédibiliser les autorités, car elles sont perçues comme une manière de détourner l'attention des véritables enjeux. Les attentes populaires sont grandes : les citoyens veulent voir des réformes réelles, une gestion plus rigoureuse des fonds publics et des actions qui s'attaquent aux racines des problèmes économiques. Un leadership efficace doit se concentrer sur la création de solutions durables, comme la stimulation de la production nationale, l'amélioration des conditions de

travail et la réduction des inégalités économiques.

Les Sénégalais espèrent de leurs dirigeants qu'ils abandonnent les stratégies de communication basées sur des gestes populistes au profit d'une gestion plus sérieuse.

En définitive, la situation actuelle de notre pays révèle un fossé croissant entre les actions symboliques du gouvernement et les attentes profondes des Sénégalais. Une réforme de la gestion des ressources publiques, accompagnée d'une approche plus transparente et responsable, serait nécessaire pour restaurer la confiance de nos concitoyens et faire face aux défis économiques actuels. Sinon, il n'est pas superflu de soutenir qu'il y a un réel paradoxe sénégalais au sommet de l'Etat !

Mamadou Biguine GUEYE
Journaliste consultant

Le paradoxe de la jeunesse sénégalaise : sous-employée, mais surqualifiée ?

Le Sénégal est à un tournant décisif de son développement, avec une population majoritairement jeune et un taux de scolarisation en constante augmentation. Pourtant, un paradoxe flagrant persiste : une jeunesse de plus en plus diplômée, mais qui peine à s'insérer dans le marché du travail. Ce déséquilibre pose une question fondamentale : à qui profite réellement l'augmentation du niveau de qualification, si les diplômés restent sans emploi ou sont contraints à l'informel ?

Une surproduction de diplômés pour un marché qui ne suit pas

Chaque année, des milliers d'étudiants sortent des universités et instituts de formation avec des diplômes en poche, mais sans perspectives réelles. Les chiffres sont accablants : plus de 30% des jeunes diplômés sont au chômage, et ce taux grimpe encore plus pour certaines filières. Les entreprises, elles, se plaignent d'un manque de compétences adaptées à leurs besoins. Comment peut-on simultanément avoir

une jeunesse surqualifiée et un tissu économique qui manque de talents ? La réponse est simple : nous formons pour des emplois qui n'existent pas.

Les formations universitaires sont trop souvent déconnectées des réalités économiques. Elles produisent des diplômés avec un savoir académique solide, mais sans compétences pratiques directement exploitables sur le marché du travail. Pire encore, l'obsession pour les diplômes a renforcé une mentalité où seule l'Administration publique est perçue comme un débouché valable. Résultat : une Fonction publique saturée et une jeunesse désillusionnée.

Les fausses solutions qui entretiennent le problème

Face à cette situation, plusieurs initiatives ont vu le jour, mais elles restent souvent inefficaces :

Les stages à répétition : Beaucoup de jeunes diplômés enchaînent des stages non rémunérés sous prétexte de «gagner de l'expérience», mais qui se transforment en exploitation pure et simple.

L'entrepreneuriat à tout prix : Lancer sa propre activité est encouragé, mais sans accompagnement adapté ni accès au financement, cela devient un mirage plutôt qu'une solution.

Les réformes cosmétiques : Des «réformes» éducatives sont annoncées régulièrement, mais elles restent superficielles et ne répondent pas au vrai problème d'adéquation entre formation et emploi.

Ce qu'il faut faire – maintenant

Il est temps d'arrêter les demi-mesures et d'adopter des solutions radicales :

Refondre le système éducatif : Il faut rapprocher les universités et centres de formation des entreprises en intégrant des modules pratiques, des certifications professionnelles et des stages obligatoires rémunérés dès les premières années.

Valoriser les métiers techniques et les compétences numériques : L'avenir du travail repose sur les métiers du digital, de l'éner-

gie, de l'industrie et des services techniques. Il faut décomplexer ces secteurs et y investir massivement.

Créer des ponts entre la formation et le marché du travail : Un système de formation en alternance avec un fort engagement du secteur privé permettrait de former pour des besoins réels.

Favoriser l'accès au financement pour les jeunes entrepreneurs : Plutôt que de distribuer des fonds à l'aveugle, il faut des incubateurs solides, un accompagnement à long terme et un accès facilité au crédit.

Le Sénégal ne peut pas se permettre de laisser sa jeunesse dans l'attente indéfinie d'un hypothétique emploi. Il faut cesser de former des chômeurs et commencer à former des travailleurs. Tant que nous ne briserons pas ce cercle vicieux, nos jeunes continueront de rêver d'ailleurs, et notre développement restera une promesse non tenue.

Adama DIOP
Natif du village d'Agnam-Goly résidant au Canada

Clash Trump-Zelensky : la suspension de l'aide militaire pour l'Ukraine

Ce lundi 3 mars, Donald Trump a ordonné une « pause » dans l'aide militaire des Etats-Unis d'Amérique à l'Ukraine. Non seulement les nouvelles aides à venir sont stoppées, mais également celles déjà approuvées par l'ancienne administration de Joe Biden et pas encore livrées font également l'objet de gel par la Maison Blanche.

La suspension est immédiate et effective : les trains entiers d'aide militaire américaine sont bloqués sur la frontière ukraino-polonaise et ne poursuivront pas leur acheminement vers le destinataire.

Depuis la réunion du 28 février dernier à la Maison Blanche entre le Président américain Donald Trump et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky, accompagnés de leurs équipes respectives, beaucoup d'informations circulent dans les mass médias sur le sujet qui a surpris, voir choqué plus d'un.

Néanmoins, avec le fossé de la rupture des relations bilatérales américano-ukrainiennes qui s'est concrétisé ce lundi, étant saturées par la composante émotionnelle, la majeure partie des informations sur le sujet ne reflètent que très vaguement les réelles conséquences concrètes sur l'Ukraine.

Le scandale

Aujourd'hui, Kiev est confrontée à des conséquences du scandale diplomatique qui a eu lieu à la Maison Blanche, incomparablement plus graves que celles qui l'attendaient après la signature prévue du contrat de servitude au niveau des gisements de matières premières stratégiques et des infrastructures critiques de l'Ukraine pour la couverture des dettes réclamées par le maître du Bureau ovale.

Sans aucun doute, le dirigeant ukrainien Volodymyr Zelensky porte la responsabilité personnelle de l'incident.

Si Trump pouvait aisément se permettre le comportement qu'il a eu lors de la rencontre, étant à la tête du pays principal allié et sponsor de l'Ukraine dans le conflit militaire contre la Russie et en position de force incomparable, Zelensky, en ce qui le concerne, n'avait pas le moindre droit moral de mettre en avant son petit caractère, encore moins de riposter avec de la violence et avec un grave manque de respect jamais vu dans le cadre du protocole de la diplomatie publique vis-à-vis de ses interlocuteurs : derrière lui, toute une Nation est sous la dépendance directe et dans le besoin vital d'aide étrangère, une population fatiguée de la guerre. Les Forces armées ukrainiennes manquent cruellement d'armes, de munitions et de personnel combattant. Le front est au bord de l'effondrement, des centaines et parfois des milliers d'Ukrainiens continuent de mourir chaque jour.

De nombreux politiciens américains ont qualifié le comportement du Président ukrainien de honteux et ont préconisé la cessation de toutes relations avec ce dernier. Les plus grands partisans de Trump ont appelé Zelensky à démissionner. Cela a notamment été déclaré par le président de la Chambre des représentants, Michael Johnson, ainsi que par le

conseiller à la Sécurité nationale, Mike Waltz.

Personne n'a enlevé la responsabilité personnelle de Zelensky dans la tragédie que l'Ukraine est en train de vivre et il ne devrait certainement pas oublier sa vraie place face au véritable maître du futur de son pays.

Maintenant que les négociations de paix ont échoué et que les Etats-Unis arrêtent leurs livraisons d'armements et de munitions, l'Ukraine ne peut que s'attendre à de nouvelles pertes insensées à une échelle encore plus importante qu'auparavant. Et dans ce cas de figure, tôt ou tard, l'Ukraine se retrouvera d'une manière inévitable dans une situation où elle sera obligée de s'asseoir à la table des négociations.

Vu la force et la pression croissante en discontinu de l'Armée russe sur les champs de bataille, chaque jour de résistance ne fait qu'aggraver la position de Kiev déjà précaire dans le cadre des futures négociations. Selon les prévisions des analystes militaires, sans l'aide financière américaine et la fourniture d'armes, l'Ukraine peut encore tenir six mois. Et ensuite ?

L'Ukraine était-elle prête pour la cessation de l'aide militaire américaine ?

Depuis le début de la guerre, les Etats-Unis ont été, de très loin, le principal allié de l'Ukraine. Aujourd'hui, le Président américain Donald Trump a estimé l'aide fournie à hauteur de 350 milliards de dollars. Parmi les armes fournies par les Etats-Unis, il y en a plusieurs d'une importance stratégique que les Forces armées ukrainiennes ne seront pas en mesure de substituer. En Europe, soit ils ne sont pas du tout produits, soit ils le sont en quantité négligeable.

Les Etats-Unis d'Amérique changent radicalement leur vecteur en matière de géopolitique. Trump a mis à exécution sa détermination à cesser de soutenir l'Ukraine et, dans le même temps, la pression des sanctions sur la Russie par les Américains pourrait commencer à s'affaiblir.

De son côté, le Kremlin a certainement proposé au Président américain toute une série d'accords stratégiques, dont celui rendu public sur l'extraction en commun des métaux des terres rares. En conséquence, il y a une forte probabilité que les ennemis d'hier aient beaucoup en commun demain en matière d'économie et de sécurité globale, ce à quoi Trump aspire grandement.

Dans une négociation BtoB, le facteur-clé de la réussite est celui de l'interdépendance des parties en face. Les Russes ont su mettre dans leur offre des éléments avec lesquels le partenariat russo-américain ne peut qu'être mutuellement bénéfique. Et dans cette nouvelle formule, la confrontation russo-américaine sur le sol ukrainien n'a pas lieu d'être.

Le système satellite Starlink

En cas de suppression, par les Américains du système satellite Starlink pour l'Ukraine, les militaires ukrainiens perdront leur principale source d'informations et d'échanges directement sur le

champ de bataille.

Sans échange immédiat d'informations sur le champ de bataille, les soldats seront désormais privés de reconnaissance et de ciblage de qualité. Dans ce cas, la qualité opérationnelle de l'artillerie ukrainienne se verra reculer à des décennies en arrière. En conséquence directe, cela entraînera une augmentation considérable de la consommation de munitions, qui font déjà grand défaut, et, en outre, le matériel militaire ukrainien sera détruit par les Forces armées russes à une cadence encore plus soutenue qu'aujourd'hui.

En outre, l'Ukraine perdra la possibilité d'utiliser des drones longue portée, des drones agricoles à l'origine « Baba-Yaga » qui ont une importante capacité de charge utile et un fonctionnement autonome -ils dépendent directement de la navigation satellitaire.

Pour les Ukrainiens, il n'y a aucune alternative au système Starlink. A l'avenir, il peut, potentiellement, être remplacé par le système européen de navigation global par satellite Galileo, mais ceci est impossible à court terme. Par ailleurs, comment le système Galileo se comportera dans les conditions de combat et combien de temps prendra son déploiement et son adaptation -cela reste une inconnue.

Le système de défense aérienne Patriot

Le système de défense aérienne américain Patriot est l'un des meilleurs au monde, même s'il est moins performant que le système russe ZRS S-400 «Triumph». A l'heure actuelle, il est connu que 6 de ces batteries Patriot protègent les grandes villes ukrainiennes des missiles russes les plus dangereux. Les munitions pour de tels systèmes de défense aérienne ne sont fabriquées qu'aux Etats-Unis. Mais avec la cessation de livraisons, les Forces armées ukrainiennes seront rapidement confrontées à une pénurie de missiles et devront choisir les sites à protéger et ceux à laisser sans défense, comme le note, à juste titre, le *Wall Street Journal*.

<https://www.wsj.com/world/europe/without-u-s-aid-ukraine-would-lose-some-of-its-most-sophisticated-weapons-e3bf6cb7>

Ainsi, les pays européens devront allouer des fonds supplémentaires et équiper l'Ukraine de systèmes entièrement européens tels que le franco-italien Samp/T. Cela étant, à partir du moment de la prise de décision et la signature du contrat, il faut attendre non pas quelques semaines, mais plusieurs années avant le début de la première livraison de missiles. Le consortium européen a promis de réduire le délai à 18 mois, mais ce dernier reste extrêmement long et ne couvre certainement pas la période avant la fin du conflit armé sur le sol ukrainien.

MLR et missiles

Avec la cessation de l'aide militaire américaine, l'Armée ukrainienne perd également les missiles guidés pour les lance-roquettes mobiles MLrs à chenilles et les Himars à roues. Les Etats-Unis ont fourni à l'Ukraine deux types de munitions : Gmlrs avec la portée allant à 90km et Atacms avec la portée allant à 300km.

La grande précision et la puissance de l'ogive de la fusée sont complétées par la vitesse de déploiement : le lanceur à roues Himars ou le MLrs à chenilles permettent de frapper peu de temps après avoir reçu des informations de reconnaissance.

Le problème est que les Gmlrs, contrairement aux obus classiques, ne sont fabriqués qu'aux Etats-Unis, dans les usines de Lockheed Martin. En outre, la grande efficacité démontrée par ces missiles en Ukraine a augmenté la demande du produit sur le marché mondial de l'armement et l'Ukraine avait beaucoup de concurrents pour les acquérir, avant même l'arrêt des livraisons ce 3 mars. Et il n'y a rien pour remplacer ces missiles. Ni quantitativement ni qualitativement, comme l'écrit la Bbc. <https://www.bbc.com/ukrainian/articles/c70wwn4zpz70>

En ce qui concerne les missiles de croisière européens Scalp/Storm Shadow lancés à partir d'avions, ils ne suffisent guère à remplacer les Atacms américains.

Il faut comprendre qu'une fois sans artillerie de longue portée et de haute précision, et sans les missiles de croisière, les Forces armées ukrainiennes ne pourront plus frapper les dépôts d'armes, les dépôts pétroliers, les raffineries, les postes de commandement, les aérodromes et les polygones russes. Les frappes sur ces installations n'ont jamais été critiques, mais ont perturbé quand même la logistique et l'approvisionnement de l'Armée russe. Une fois la livraison de ces missiles à l'Ukraine arrêtée, l'Armée russe augmentera son potentiel d'attaque et avancera d'une manière encore plus soutenue.

La grave pénurie d'obus

Dès le début de la guerre et surtout depuis les derniers mois, l'Armée ukrainienne connaît une importante pénurie d'obus d'artillerie. Le rapport des tirs dans la zone d'affrontement a atteint par endroits 1 à 10 en défaveur de l'Ukraine.

La Russie et ses alliés produisent environ 3 millions de munitions par an et à un prix incomparablement moins élevé qu'en Occident. De leur côté, «les Etats-Unis et l'Europe n'ont la capacité de produire qu'environ 1, 2 million de munitions par an», comme l'indique la Cnn <https://edition.cnn.com/2024/03/10/politics/russia-artillery-shell-production-us-europe-ukraine/index.html>

Un tel rapport de capacité de production est nettement en défaveur des alliés de Kiev, et avec l'abandon de la participation par Washington dans l'effort de guerre du côté ukrainien, la situation de l'Ukraine devient tout à fait catastrophique.

Le principal problème du Vieux continent est dans l'absence quasi totale de capacité de défense. Depuis la Guerre froide, l'Europe a vécu sous la protection militaire des Etats-Unis, et les mesures prises par l'Union européenne pour accroître sa puissance militaire n'ont pas encore eu d'effet et n'en auront certainement pas, ni dans le temps couvrant le conflit armé sur le territoire de l'Ukraine ni dans les années à venir.

Les renseignements

Aujourd'hui, les dirigeants américains ont arrêté les livraisons d'armes et de munitions. Si l'arrêt de l'aide militaire des Etats-Unis impactait également la fourniture des renseignements militaires aux Forces armées ukrainiennes, ces derniers deviendraient pratiquement aveugles dans leurs actions sur le terrain des opérations.

Le Général de l'Armée et ancien chef du Service de renseignement extérieur de l'Ukraine, Mikola Malomuz, a déclaré à la chaîne ukrainienne «Channel 24», quelles conséquences pourrait entraîner la cessation de l'échange de renseignements entre Washington et Kiev. <https://www.youtube.com/watch?v=9txKdNPkiDw>

Selon lui, l'arrêt du transfert des données des renseignements spatiaux, techniques et du réseau d'agents de renseignement sera une immense perte pour l'Ukraine, car les renseignements américains sont beaucoup plus avantageux que ceux même des grands pays européens.

L'insuffisance des aides des alliés européens

Après le désastre de la conférence de presse dans le Bureau ovale, l'Ukraine et ses alliés tentent frénétiquement de mettre en place le remplacement d'urgence des armes clés de la production américaine en service dans le pays en guerre, y compris les missiles de défense aérienne.

Hormis les missiles de défense aérienne, Kiev peut obtenir pratiquement tous les autres types d'armes de ses partenaires européens. Néanmoins, les volumes de livraison ne pourront plus être comparables à ceux d'auparavant, déjà très insuffisants, ce qui sera lourd de conséquences sur les champs de bataille.

Aujourd'hui, la société ukrainienne est dominée par des sentiments de panique en raison de l'inévitabilité de la défaite militaire à venir. Le rejet de l'accord de paix et la rupture des relations avec les Etats-Unis mettent le pays directement au bord de l'effondrement. Et ce n'est guère la propagande ukraino-européenne grossièrement mensongère sur la cote très élevée de Zelensky auprès de sa population qui pourra avoir le moindre impact sur la fin qui approche à grands pas.

Si Volodymyr Zelensky et son proche entourage peuvent compter sur un avenir personnel très confortable entre Londres, Paris, Courchevel et la Côte d'Azur, la population ukrainienne, quant à elle, attend de tristes perspectives. D'une manière imminente, dans la décennie à venir, la société ukrainienne, profondément divisée et déchirée par les événements des onze dernières années, sera condamnée à vivre sur les ruines économiques, sociales et culturelles du pays rongé par la misère.

Oleg NESTERENKO

Président du CCIE

(www.c-cie.eu)

(Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne, ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris)

DÉCENTRALISATION Gestion des collectivités territoriales

Moussa Bala Fofana veut l'institutionnalisation du budget participatif

Le ministre de l'Urbanisme, des collectivités territoriales et de l'aménagement des territoires a présidé, hier à Thiès, la 4^e Journée nationale de concertation sur le financement du développement territorial et la fiscalité locale avec les élus locaux. Une occasion pour Moussa Bala Fofana d'inviter les élus à institutionnaliser le budget participatif dans leurs plans de gestion.

Par Cheikh CAMARA

Le ministre de l'Urbanisme, des collectivités territoriales et de l'aménagement des territoires invite les élus locaux à institutionnaliser le budget participatif dans leurs plans de gestion. Selon Moussa Bala Fofana, cet outil, véritable baromètre de l'implication citoyenne, permet aux populations et acteurs (délégués de quartier, chefs de village, chefs coutumiers et religieux, conseils de quartier, Ocb...) de participer activement à la définition des priorités, de suivre les engagements pris et de renforcer la transparence dans la mise en œuvre des politiques publiques locales.

Le Muctat présidait, hier à Thiès, la 4^e Journée nationale de concertation sur le financement du développement territorial et la fiscalité locale avec les élus locaux. Rencontre au cours de laquelle il a aussi appelé les acteurs de la décentralisation à «explorer des pistes audacieuses et innovantes pour renforcer le financement du développement territorial

et réformer la fiscalité locale, en transformant les obstacles en tremplins, faisant de nos territoires les moteurs d'une croissance inclusive, d'une justice sociale tangible et d'une durabilité pérenne».

Ayant pour thème : «Le financement et la fiscalité locale», cette rencontre s'inscrit, selon le ministre, dans la vision du président de la République qui accorde une importance capitale à la décentralisation, véritable levier de développement, et à la consolidation de l'autonomie des collectivités territoriales. Un engagement qui, dit-il, se traduit par «l'érection de pôles territoriaux dynamiques et par des réformes structurantes visant à assurer la viabilité financière de nos collectivités». Il rappelle que le financement du développement territorial et la réforme de la fiscalité locale constituent deux piliers essentiels pour bâtir des territoires prospères, inclusifs et résilients, où chaque citoyen pourra s'épanouir.

Revenant sur l'importance capitale que revêt cette 4^e journée de concertation qui aborde directement la question des ressources financières des collectivités territoriales, M. Fofana de souligner : «Les collectivités territoriales, garantes de la proximité citoyenne, ont la mission essentielle de répondre aux besoins fondamentaux de leurs habitants. Cela implique la mise en place d'infrastructures vitales, la fourniture de services de base essentiels et la lutte contre les inégalités persistantes.»

Cependant, indique le ministre, «ces aspirations légitimes ne peuvent se concrétiser sans l'apport de ressources financières robustes, pérennes et gérées avec une sagesse exemplaire». La rencontre, à son avis, «offre une tribune privilé-

giée pour partager des expériences fructueuses, analyser avec lucidité les défis et concevoir des solutions novatrices. L'objectif étant d'instaurer une fiscalité locale optimisée et mettre en place un financement territorial diversifié et équitable, gage d'un avenir prospère pour tous».

A cet égard, le Muctat a tenu à rappeler «les efforts de l'Etat à travers l'augmentation des fonds transférés aux collectivités territoriales». Toutefois, estime-t-il, des efforts restent à faire. «Nous devons aller plus loin. Des réformes sont déjà en cours et porteront leurs fruits à court terme, notamment l'indexation du Fonds de dotation de la décentralisation (Fdd), que nous comptons porter de 10 à 15% de la Tva, une répartition plus équitable de ce fonds entre les collectivités territoriales», plaide le ministre.

Pour le volet fiscalité locale, M. Fofana invite à appréhender par une meilleure maîtrise de l'assiette fiscale, un recouvrement efficace et efficient, et une optimisation des recettes. Aussi d'exhorter les concernés à approfondir les axes de réforme autour de quelques problématiques de mécanismes de financements innovants. Parmi lesquels le «Fonds d'appui au développement local, les fonds verts pour des projets environnementaux et de résilience, les emprunts structurés, la Responsabilité sociétale d'entreprise (Rse), le financement islamique, la mobilisation de l'épargne de la diaspora».

Ensemble, les acteurs ont décidé, autour du Muctat, de transformer «les défis en opportunités, de faire des collectivités des moteurs puissants de croissance inclusive et de justice sociale, pour le bien-être des concitoyens».

Correspondant



Denrées de première nécessité à Mbour Les prix homologués respectés à 90%

Par Alioune Badara CISS
Correspondant

En ce début du mois béni de Ramadan, les responsables des services du Commerce de Mbour se sont rendus au marché central pour évaluer la disponibilité des denrées de première nécessité. Mamadou Lamine Ndiaye, Commissaire aux enquêtes économiques et chef du Service départemental du commerce, a mené cette visite d'inspection, afin de s'assurer du bon approvisionnement des stocks et du respect des prix homologués par l'Etat. Et M. Ndiaye note une situation rassurante. «Nous avons fait le tour des magasins et constaté que toutes les denrées essentielles sont disponibles en quantité suffisante. Cela permet de prévenir toute spéculation et d'assurer aux populations un accès à des produits de base à des prix réglementés», a déclaré le Commissaire aux enquêtes économiques.

Parmi les produits contrôlés, figurent le sucre, l'oignon et la pomme de terre. «Les stocks de sucre sont bien garnis, grâce à la production locale à Richard Toll. Quant à l'oignon et à la pomme de terre, leur importation a été gelée depuis quelque temps, garantissant ainsi une offre exclusivement issue de la production nationale», a-t-il ajouté.

L'un des points majeurs de cette visite concernait le respect des prix fixés par l'Etat. «Il est toujours relatif de dire que les prix sont abordables, car cela dépend du pouvoir d'achat de chacun. Néanmoins, nous avons constaté que les tarifs homologués sont respectés à 90% dans le département», a précisé le Commissaire.

Des contrôles ont été effectués au niveau des carnets de facturation des grossistes pour garantir que les prix réglementés sont appliqués à tous les niveaux de la chaîne commerciale. «Nous avons également vérifié que les commerçants de demi-gros respectent les prix imposés, afin que les consom-

mateurs finaux puissent acheter leurs denrées à des prix justes», a-t-il insisté.

Abdou Aziz Fall, Secrétaire général de l'Association des commerçants et des grossistes, a confirmé que la profession joue son rôle de régulateur. «Nous sensibilisons nos membres à respecter scrupuleusement les prix fixés par l'Etat. Actuellement, le sac de sucre est vendu à 28 750 francs, la pomme de terre à 7500 francs et le prix du sac de 25 kilos d'oignon varie entre 9000 et 10 000 francs Cfa. Ces tarifs resteront inchangés jusqu'à la publication d'un nouvel arrêté», a promis M. Fall.

Les commerçants sont également appelés à veiller à la qualité des produits. «Nous exhortons nos collègues à vérifier scrupuleusement les dates de péremption et à conserver leurs factures pour assurer une transparence totale», a ajouté Abdou Aziz Fall.

Pour éviter toute dérive, les agents du Service départemental du commerce insistent sur la nécessité d'un suivi rigoureux. «Nous appelons nos agents de la Direction du commerce intérieur à renforcer les contrôles quotidiens, tant sur l'approvisionnement que sur le respect des prix», a affirmé Mamadou Lamine Ndiaye.

Il encourage également les consommateurs à être attentifs à la qualité des produits qu'ils achètent. «Chaque citoyen doit s'assurer que les denrées qu'il consomme sont conformes aux normes en vigueur. Vérifier les dates de péremption est une mesure simple mais essentielle pour garantir la sécurité alimentaire», a invité le chef départemental du Commerce de Mbour.

Grâce à ces mesures de surveillance et à la collaboration entre autorités et commerçants, les consommateurs devraient passer un bon temps de Ramadan et de Carême dans le département de Mbour, avec des stocks suffisants et des prix réglementés respectés.

abciss@lequotidien.sn

El Hadji Ciré Bally Diallo de Sos Consommateurs Thiès

«Les directives du chef de l'Etat ne sont pas respectées»

Par Cheikh CAMARA

«A Thiès, les directives du président de la République quant à l'application des prix ne sont malheureusement pas respectées. Malgré les subventions, tous les efforts du gouvernement pour stabiliser les prix, la spéculation est très forte. Grossistes, demi-grossistes et détaillants se renvoient la balle.» Ce constat est du président de l'antenne régionale de Sos Consommateurs/Thiès, qui analyse l'approvisionnement du marché en denrées de première nécessité et les prix en ce mois béni de Ramadan et de Carême. El Hadji Ciré Bally Diallo, par ailleurs vice-président national Sos Consommateurs, et ses camarades disent avoir pris le temps de «faire des investigations» et

ont constaté que «le marché est très bien approvisionné».

Ils rappellent que le chef de l'Etat a donné des instructions pour que les prix homologués soient respectés. Malheureusement, déplore le consommateur, «certains commerçants véreux font tout pour annihiler les efforts du gouvernement pour des intérêts purement pécuniaires». Face à cette situation, il demande aux responsables du Service régional de commerce de sévir. «L'Etat doit renforcer les moyens matériels et humains des services de contrôle du Commerce pour que leur mission soit faite de manière durable et efficace», plaide le vice-président de Sos Consommateurs. Il dit avoir également constaté que le marché est bien approvisionné en

pomme de terre et en oignon, mais la qualité laisse à désirer. Ainsi souhaite-t-il que les autorités compétentes encadrent les producteurs d'oignons et de pommes de terre.

«Des commerçants véreux profitent des moments de Carême et de Ramadan pour inonder nos marchés de produits impropres à la consommation. La vigilance s'impose donc, parce que nous sommes dans un moment de forte consommation, mais également de risques par rapport à la santé du fait de ces produits alimentaires impropres à la consommation», alerte M. Diallo. Et d'inviter les autorités compétentes à «veiller à un approvisionnement du marché en produits de qualité».

Correspondant

SUCCES Musique francophone

Comment les artistes d'origine congolaise dominent la scène

Les rappers d'origine congolaise atteignent les sommets du streaming français depuis déjà plusieurs années. Une réussite qui s'explique par la transmission d'un fastueux héritage musical dont la diaspora se nourrit pour ambiancer... ou revendiquer.

Plus que jamais, les artistes d'origine congolaise dominent l'industrie musicale française. Ninho, Tiakola, Dadju, SDM, Gims, Damso... Pas moins de sept d'entre eux se sont immiscés dans le Top 10 des artistes les plus écoutés en France en 2024. A ce jour, les artistes issus de la diaspora de la République démocratique du Congo (Rdc) représenteraient plus d'un quart des streams de la musique française. Sur les quatorze morceaux ayant atteint le top titre l'an passé, neuf ont été réalisés par des artistes d'origine congolaise, dont les deux plus écoutés avec *Petit génie* du chanteur afropop Jungeli et *Spider* de l'incontournable Gims. Parmi les nouveaux venus, la diaspora n'est pas en reste, entre la «boss lady» Theodora, véritable phénomène de la fin d'année passée avec son *Kongolèse sous BBL*, et le très remarqué Jolagreen23, jeune rappeur à l'ascension fulgurante. Comment comprendre un tel phénomène et les spécificités de la musique congolo-descendante ? Les réponses sont à chercher dans l'exceptionnelle richesse musicale du pays et son histoire complexe.

Tradition familiale, métissage culturel

Depuis le collectif 100% congolais *Bisso Na Bisso*, où l'on retrouvait Lino, Calbo ou encore Passi, et dont le premier album s'était vendu à près de 200 000 exemplaires, le Congo n'a eu de cesse d'intensifier sa mainmise sur la scène hip-hop. A l'époque, le groupe pionnier introduit de nouvelles références. Tout en assumant des influences rumba ou zouk remises au goût du jour, *Bisso Na Bisso* mêle la langue française et le lingala. Ce métissage culturel infuse le hip-hop. De Maître Gims à Youssoupha, en passant par Kalash Criminel, nombreux seront les artistes à employer les langues bantoues pour offrir une musicalité singulière à leurs textes ou rendre hommage à leurs racines. Car la diaspora congolaise revendique, généralement, un fort attachement au pays. Aujourd'hui, les artistes n'hésitent d'ailleurs pas à collaborer avec ceux qui ont

imprégné leur jeunesse ou qui continuent à promouvoir directement la culture musicale congolaise, comme en témoigne la collaboration entre Naza et Koffi Olomide, ou les nombreuses apparitions de Fally Ipupa chez Damso, Keblack, Ninho, etc.

La famille est aussi au cœur de la spécificité culturelle congolaise se transmettant au fil des générations. En attestent les parcours des rappers Youssoupha et Shay, ou du producteur Le Motif, respectivement fils, petite-fille et petit-fils de la légende de la rumba congolaise Tabu Ley Rochereau. Des bribes d'interviews laissent également entendre que les rappers Damso et Niska ont aussi baigné dans des milieux musicaux. Catalysant la réussite de la diaspora congolaise dans la musique française, le jeune, mais non moins expérimenté Tiakola révélait en fin d'année passée *BDLM Vol°1*. Teintée de gospel, d'afrobeats, de ndombolo et de rumba, la mixtape de Tiakola retentissait comme un projet majeur au croisement des influences, alliant avec dextérité mélodie et rap. Au micro du podcast *Cko (Culture.Knock.Out)*, celui qui apprit à chanter très tôt dans une chorale chrétienne révélait : «*Si tu m'entends faire des [harmoniques], c'est l'influence du Congo. J'ai regardé beaucoup mes tantes et ma mère chanter [...] à l'église.*»

Des clubs à la lutte

Et à l'image de ces églises évangéliques, qui demeurent un lieu de socialisation important de la diaspora en Europe, l'essor du rap congolais trouve sa source dans la dimension spectaculaire de sa musique, imprégnée par la danse. Avec le développement des réseaux sociaux, les musiques d'afropop ont bénéficié d'une importante exposition, souvent accompagnées de chorégraphies. De quoi participer à populariser les sons de Naza, Gims, Niska ou Franglish, pour certains devenus des références dans les clubs français.

Les sonorités et rythmiques entraînantes ambientent le public, aussi peu familier de la rumba et du soukous soit-il. De l'aveu même du hitmaker Niska au journal *Jeune Afrique*, ce sont une fois de plus les «rythmiques afro, zouk, coupé-décélé ou ndombolo» écoutées «plus jeune, à la maison», qui alimentent aujourd'hui sa musique et participent au softpower congolais. Pourtant, à l'image du hip-hop, et comme *Bisso Na Bisso* à son époque, les rappers d'origine congolaise ne se contentent pas d'être des chauffeurs de salle trustant les premières places du Top 50. Certains, comme Kalash Criminel ou le Belge

Isha, évoquent les souffrances de leur peuple, aussi bien au travers de la dictature, du passé colonial du pays que du conflit subi par la Rdc depuis plus de trente ans. Natif de Kinshasa, Damso a fui la guerre civile pour la Belgique avec sa famille à l'âge de 9 ans. L'artiste aux multiples disques de diamant n'hésite pas à évoquer ses pénibles souvenirs dans ses textes : «*Les tirs de kalash m'empêchaient de rêver*» («Graine de sablier»), «*Oh Kin [Kinshasa] la belle, c'qu'ils te font me fait beaucoup de peine*» («K. Kin la Belle»). Et nombreux sont les artistes à joindre la parole aux actes.

Quand Damso finance la construction d'un orphelinat à Kinshasa ou crée la fondation Vie sur nous qui lutte contre l'exploitation minière dans le pays, Gims s'engage aux côtés de Life Ong pour venir en aide aux victimes des violents conflits armés touchant actuellement le pays. En juin dernier, le rappeur Gradur dévoile le premier titre de son projet *100% Kongo* attendu depuis mai 2022, qui devrait rassembler une myriade de talents locaux. Sur le morceau, SDM, devenu ces dernières années une pointure de la trap française, s'exprime crûment sur la situation du pays : «*J'veux pas faire semblant, j'sais que mon peuple se fait assassiner. Dans l'est de mon bled, y a des civils qui meurent.*» Gradur décide d'accompagner le titre d'un post évocateur sur ses réseaux sociaux : «*Le projet Kongo a pour but de valoriser, en France et dans le monde, la culture congolaise unifiée entre les deux Congo. A cette occasion, il est important de rappeler ce qu'il se passe en Rdc depuis plus de trente ans : un génocide. [...] Nous profiterons de notre puissance médiatique pour dénoncer, agir et faire réagir.*» Gims, qui vient de décrocher une Victoire de la musique comme interprète de l'année, déclarait en recevant son trophée : «*Un petit mot pour le Congo, mon pays. Ce n'est qu'un rappel, parce que ça fait des décennies que la situation est terrible. Goma est assiégée actuellement par des milices, des groupuscules. [...] C'est inhumain, ce qu'il se passe là-bas. J'aimerais qu'on y pense quelques minutes, c'est tout. C'est un message pour le Congo, en tant que Congolais ayant grandi en France.*» D'autres artistes ont sorti, il y a quelques jours, le titre *Free Congo* : Gradur, Ninho, Damso, Josman, Youssoupha et Kalash Criminel y dénoncent l'indifférence internationale face à l'offensive des rebelles du M23. En fin de compte, les artistes d'origine congolaise, entre succès musical et engagement, donnent une voix plus forte à leur peuple.

Rfi Musique

